



## **Comité Social d'Administration Local**

### **06 mars 2025**

### **Déclaration liminaire CGT**

Monsieur le Président,

Partout dans le monde, l'extrême droite s'étend, à l'image de Trump aux États-Unis, Orban en Hongrie, Méloni en Italie. La CGT a sonné l'alarme depuis longtemps, l'extrême droite décomplexée est violente, elle prospère sur le tapis qui lui est chaque jour déroulé. Le pire nous fait face. Le Rassemblement National est au seuil du pouvoir en France. Son projet, fondé sur l'inégalité, la discrimination, la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme, piétine les valeurs de la République. Il menace notre démocratie. Chaque jour, les discours des ministres comme Retailleau, des dirigeants du Rassemblement National alimentent la décomplexion de la violence des militants d'extrême droite comme le rappellent les faits violents du 16 février 2025 contre une association de travailleurs immigrés où l'un de nos camarades a été agressé et blessé à l'arme blanche avec une autre personne à qui nous apportons tout notre soutien. Le fascisme tue. La classe politique doit en prendre conscience et agir pour que ces attaques ne se répètent pas.

En parlant de soutien, vendredi dernier, un cyclone a encore frappé une île de l'océan Indien et rappelle l'urgence climatique. Le cyclone Garance a violemment impacté l'île de la Réunion, une fois de plus des personnes ont perdu la vie. Les dégâts matériels sont importants, les services publics en général en particulier vont une nouvelle fois prouver leur nécessité. Des infrastructures sont toujours hors d'état de fonctionnement. La CGT Finances Publiques 62 exprime sa solidarité pleine et entière et tout son soutien aux Réunionnaises et Réunionnais. La CGT appelle à des investissements massifs pour s'adapter au changement climatique, en renforçant la prévention des risques, en améliorant les conditions de travail et en garantissant un droit d'intervention des travailleurs dans les décisions environnementales.

Nos services publics et plus particulièrement ceux des Finances Publiques sont sans cesse fragilisés par des politiques budgétaires d'austérité qui ont pour conséquences la réduction continue d'effectifs et de structures pour accomplir nos missions et aboutissent à un recul pour l'intérêt général. En effet, les services publics sont un bien commun et garant de l'égalité. Ils sont la richesse de celles et ceux qui n'en ont pas ! Ils assurent la présence de la République partout sur le

territoire. Ils réduisent les inégalités et ont vocation à rendre notre société plus juste et plus équitable. Ils restent un des remparts aux inégalités et aux violences d'une société capitaliste, masculiniste et patriarcale.

Ce 8 mars marque la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. La CGT Finances Publiques 62 appelle à une large mobilisation dans cette lutte.

Nous vous rappelons, Monsieur le Président, que quand les services publics sont attaqués, les droits des femmes sont menacés. Vous proposez à l'ordre du jour la modification des modalités d'accueil sur rendez-vous et l'adaptation des horaires d'ouverture.

Cette stratégie d'accueil basée sur une réduction des plages d'accueil physique ainsi qu'un accueil sur rendez-vous uniquement basé sur le téléphone constitue un recul considérable pour nos usagers. Vous fermez les dernières portes au public, ce qui rendra plus vulnérable une partie de la population déjà parfois fragilisée.

En effet, concernant les violences conjugales, la très grande majorité des victimes sont des femmes selon le service statistique ministériel de la sécurité intérieure qui en dénombre chaque année plus de 80 %. Les services publics de proximité déployés sur le territoire peuvent constituer une porte de sortie pour des femmes victimes de violences au sein du couple qui décident de franchir le pas pour se mettre en toute sécurité et parfois épargner leur vie. La CGT Finances Publiques 62 revendique des moyens humains pour pouvoir continuer à assurer un accueil physique de proximité et de pleine compétence !

Quel intérêt de faire des beaux discours et de proposer un site « [arretonslesviolences.gouv.fr](http://arretonslesviolences.gouv.fr) » si c'est pour mettre en place une politique idéologique visant à la destruction du modèle social, favorisant l'explosion des inégalités et remettant en cause les droits collectifs, tout en appelant à défendre les principes de solidarité et de justice sociale ? Les réformes nous emmènent vers une société déshumanisée, avec une casse des services publics devenant de plus en plus inaccessibles et renforçant l'isolement des personnes les plus fragiles qui bientôt n'auront peut-être plus qu'une intelligence artificielle comme premier interlocuteur...

Est-ce une manière de se donner bonne conscience ? Tout comme cette instance où comme nous le répétons nous semble de plus en plus devenir qu'une chambre d'enregistrement des réformes pour pouvoir cocher la case « dialogue social réalisé »... Les projets présentés sont vus, parfois même souvent après avoir été mis en œuvre, et nos remarques ne sont souvent pas prises en compte puisque c'est Bercy qui demande et le directeur qui a le dernier mot... La CGT Finances Publiques réclame l'abolition du double langage, et demande des avancées sur nos missions et la mise en place d'une politique capable de répondre aux revendications des agent·e·s des Finances Publiques et aux besoins de toute la population !

A la DGFIP, on continue d'innover pour broyer nos services publics mais également pour le reste des droits et garanties des agent·e·s déjà affaiblis par les suppressions d'effectifs, la suppression de la GIPA, la reconduction du gel du point d'indice et la retenue de 10 % de rémunération suivant le jour de carence en cas d'arrêt maladie, etc. En termes d'inégalités, le recul ne s'arrête pas à l'accueil... Les agent·e·s sont également visés avec le déploiement des postes aux choix pour les cadres A qui aurait vocation à très vite s'étendre à toutes et tous ! Entrer à la DGFIP ou obtenir une promotion au prix de sacrifices personnels de mobilité, de séparation familiale, était jusqu'à présent compensé par des droits et des garanties. Fini tout ça, il va falloir ressortir les photos et autres CV, malgré les réussites aux concours ou examens de catégorie A, ça sera le choix du prince : le directeur départemental choisira QUI, OÙ et QUAND ! C'est bientôt la fin de nos choix pour tous et la porte ouverte aux discriminations ! Pour quels motifs non assumés va-t-on refuser les candidats ? : trop vieux ? trop jeune ? trop peu qualifié ? Trop handicapé ? Trop de risque que vous tombiez enceinte ? Trop de temps partiel ? Trop souvent absent ? ... La liste est longue et en local tout se sait. Tout le monde se connaît plus ou moins. Mais, il y a fort à parier que le motif de refus retenu sera « l'agent retenu avait un meilleur profil ». Il sera donc très compliqué de contester la décision.

En termes de possibles discriminations à la DGFIP, on ne manque pas d'idées ! avons eu également la surprise de découvrir sur Ulysse une nouvelle fiche disponible sur ENSAP : la Fiche Interministérielle de Situation Individuelle (FISI) faisant état de toutes les absences telles que les arrêts maladie, les jours de grève, les absences syndicales ! Celle-ci devant servir de support pour des demandes de transfert interministériel, elle constitue un risque réel pour les agent·e·s en termes de discriminations. La CGT a interpellé le ministre de la Fonction Publique.

On pourrait vous interpeler sur de nombreux autres sujets comme divers rapports de la Cour des Comptes sur l'état financier de nos régimes de retraite ou bien sur l'incroyable fiasco de GMBI, mais nous manquerions sûrement de temps et d'écoute même si la CGT Finances Publiques n'a jamais manqué de propositions !

Donc Silence, Moteur, ça tourne, Monsieur le Président a un CSAL à enregistrer.

Les élus CGT Finances Publiques du Pas-de-Calais

**Amandine KOSLOWSKI**

**Titulaire**

**Romain JOURDAIN**

**Expert**